

Accueil de réfugiés et sécurité intérieure

Autor(en): **Richardot, Philippe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **142 (1997)**

Heft 10

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345819>

Nutzungsbedingungen

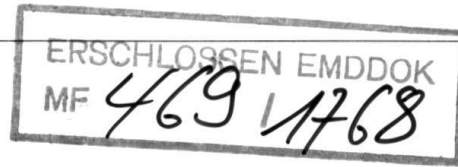
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Accueil de réfugiés et sécurité intérieure

Par Philippe Richardot

L'accueil massif de réfugiés sur le territoire d'un Etat pose différents problèmes de logistique et de sécurité. Plusieurs paramètres changent la problématique de l'accueil de réfugiés : nombre, nature des réfugiés (économiques ou politiques), capacité militaire (peuple en armes ou armée en déroute), compatibilité culturelle, durée de l'accueil.

Intégration de réfugiés et désintégration de l'Etat : Rome

A l'époque de César, quand les Helvètes voulurent quitter leurs terres menacées par les Germains pour s'installer dans l'Aquitaine gauloise, ils furent accueillis par le glaive des légions romaines. Réfugiés politiques repoussés, les Helvètes durent rebrousser chemin et servir de glacis stratégique à l'Italie. A la fin du IV^e siècle, l'Empire romain voit frapper à ses frontières des peuples barbares en armes chassés par d'autres peuples. Réfugiés politiques, ils recherchaient aussi de meilleures conditions de vie et voulaient s'intégrer à l'Empire. Avant d'installer des peuples entiers sur son territoire, Rome, en crise de vocations militaires, avait trouvé chez les barbares de nombreux volontaires qui parvenaient aux plus hauts commandements.

En 376, les Goths, pressés par un peuple inconnu jusqu'alors, les Huns, demandent à l'empereur d'Orient Valens l'autorisation

de se réfugier sur le territoire romain. Valens, pressé par ses courtisans, accepte dans le but de transformer les Goths, anciens ennemis, en soldats, en cultivateurs et en contribuables. La flotte romaine du Danube est utilisée pour le transfert de ces hôtes barbares, au cours d'une opération qui prend plusieurs jours. L'historien Ammien Marcellin rapporte « qu'aucun futur destructeur de l'Etat romain ne fut laissé sur la rive opposée du Danube ». Les Goths sont installés en Thrace, région située entre le Danube et les Balkans. Pour la première fois dans l'histoire de l'Empire romain, un peuple en armes était installé sans combattre sur territoire impériale.

Jusqu'alors, l'Empire avait installé des contingents de Sarmates, de Francs, d'Alamans, mais il avait pris soin de les disperser loin de la frontière pour former des colonies de lètes (sorte de « harkis ») placées sous l'autorité d'un préfet. Les Goths installés en 376 sont placés sous l'autorité du comte des Thraces, qui a mission de les ravitailler mais, par corruption, il

pousse les Goths à la famine. Ceux-ci vendent leurs enfants pour acheter de la nourriture. Leurs chefs, ayant demandé une entrevue avec le comte, manquent d'être assassinés : c'est la révolte. Pendant trois ans, les Balkans sont ravagés par les Goths auxquels se joignent des troupes indépendantes de cavaliers nomades, huns et alains.

Les faibles troupes frontalières romaines sont débordées, d'autant plus que leur dispositif de défense, basé sur l'obstacle du Danube et sur la flotte fluviale, était rendu inopérant « de facto » par l'immigration gothique. Les campagnes sont dévastées, tandis que les villes, abritées par leurs murailles, sont isolées. L'empereur Valens, longtemps retenu en Orient par la menace perse, intervient avec les troupes d'élite en 378. Il n'attend pas les renforts d'Occident, qui arrivent au compte-gouttes, car le Rhin est menacé. A Andrinople, Valens engage une bataille où il trouve la mort et perd son armée. La situation n'est rétablie qu'en 382 par son successeur Théodose I^{er} qui négocia



cie. Les Goths sont intégrés à l'armée et à l'Empire en tant que fédérés (de « foedus », traité). Ils conservent leur culture militaire et leurs chefs. La fiabilité de ces mercenaires immigrés est variable.

Un des leurs, Alaric, est en rébellion contre Rome de 395 à 397, date à laquelle il obtient le gouvernement militaire de l'Illyrie (ex-Yougoslavie), car l'Empire d'Orient veut l'éloigner de Constantinople et le rapprocher de l'Empire d'Occident. Alaric échoue contre l'Italie en 402 mais, entre 408 et 410, il prend Ostie et assiège Rome par trois fois. La dernière se solde par le sac de la ville. Après la mort d'Alaric, son successeur Athaulf obtient de l'empereur Honorius un

subside et une terre pour son peuple, à condition de quitter l'Italie pour la Gaule. Après différents combats contre des usurpateurs gaulois, contre les Suèves installés en Espagne et contre l'Etat romain quand les subsides venaient à manquer, les Wisigoths reçoivent l'Aquitaine où ils forment un royaume indépendant entre 418 et 506. Là, ils combattent plus fréquemment les provinces gallo-romaines qu'ils ne les défendent, accroissant leur territoire (Narbonne, Clermont-Ferrand).

Dans les années 440, l'Empire romain d'Orient, pour maintenir les Huns en dehors de son territoire, leur paie un tribut (subvention?). Pendant ce temps, d'autres peuples en armes

sont installés en Gaule pour protéger la frontière toujours menacée sur le Rhin : les Francs au Nord, les Burgondes au centre-Est (Suisse, Savoie et actuelle Bourgogne). Aétius, généralissime de l'armée romaine occidentale, parvient à réunir, pour la dernière fois tous ces fédérés contre un ennemi commun : Attila et ses hordes hunniques, vaincus en 451 à la bataille des Champs Catalauniques.

D'alliés incertains, ces fédérés deviennent des ennemis intérieurs. En 472, les Burgondes de Gondebaud renversent l'empereur Anthémios et pillent Rome. Après avoir placé un usurpateur sur le trône, Gondebaud se désintéresse de la situation en Italie et va conforter son royaume.

Clovis, en 486, annexe le Royaume des Romains de Syagrius, dernier îlot de romanité. En 488, l'empereur d'Orient Zénon, qui avait été forcé d'accueillir les Ostrogoths comme fédérés, ne peut les entretenir et, pour s'en débarrasser, leur ordonne de conquérir l'Italie aux mains d'Odoacre, un mercenaire barbare.

L'Empire romain d'Occident est mort de l'accueil incontrôlé de peuples barbares, peu nombreux mais guerriers, légalement et fiscalement devenus les maîtres de populations qu'ils devaient localement protéger. Cet ordre barbare, imposé aux provinces gauloises par la volonté impériale (ou plutôt celle de hauts fonctionnaires qui substituaient leurs vues à des volontés déficientes), a entraîné des résistances.

De 410 à 430, des « bagaudes », bandes errantes de brigands ou de résistants gallo-romains, s'en prenaient aux fédérés comme aux troupes régulières romaines ; les sources, toujours officielles, permettent mal de cerner les motivations de cette jacquerie. Aétius s'est illustré en combattant les « bagaudes » avec l'aide des fédérés. Les plaintes de Sidoine Apollinaire, sénateur et évêque arverne (auvergnat), contre l'odeur et la rusticité des fédérés burgondes, dévoilent les sentiments réels de l'élite gallo-romaine face à ces « hôtes » encombrants. Vers 471, des milices d'autodéfense arvernes essaient vainement de résister aux fé-

dérés wisigoths et burgondes. Les velléités de résistance intérieure sont étouffées par la profonde démilitarisation des Romains et par un Etat impérial qui essaie de survivre en bradant ses populations et ses provinces. Une autre culture s'installe.

Entre les invasions barbares du V^e siècle et le XX^e siècle, les cas historiques d'accueil massif de réfugiés sont rares. La révocation l'Edit de Nantes en 1685 pousse à l'exil 200 000 à 300 000 protestants français vers la Suisse, l'Allemagne ou les Pays-Bas, mais ils s'intègrent rapidement sans menacer la sécurité des pays d'accueil.

Le siècle des réfugiés

La compétence économique des huguenots français, la proximité culturelle et religieuse favorise cette intégration en Europe.

En 1871, la Suisse doit accueillir l'armée française de l'Est commandée par le général Bourbaki. Cette armée vaincue, en guenilles, ne traîne ni femmes, ni enfants et ne désire pas faire souche dans la Confédération, mais demande à être réinjectée en France, ce qui va être fait après son désarmement. La sécurité intérieure de la Suisse n'a pas été menacée. Néanmoins, encadrer et désarmer une armée étrangère en transit n'est pas une mince tâche.

Des soldats démunis de tout, démoralisés, peuvent vite se transformer en brigands...

Le XX^e siècle est le siècle des réfugiés. Les deux guerres mondiales jettent des dizaines de millions de réfugiés sur les routes. A l'aube de la Seconde Guerre mondiale, la France fournit un exemple de l'accueil réussi d'un peuple en armes.

Des républicains espagnols en France

La victoire du camp nationaliste lors de la guerre civile espagnole (1936-1939) pousse les vaincus républicains à fuir. Quelques milliers rejoignent l'Angleterre, 6000 enfants de républicains sont accueillis en URSS, d'où ils ne reviendront jamais. L'immense majorité vient se réfugier en France, pays le plus proche. Tâche énorme et imprévue qui s'abat sur la France en ce printemps 1939 : près d'un demi-million de combattants d'une armée en déroute et leurs familles à la frontière pyrénéenne. Le gouvernement de Front Populaire, malgré les accords de non-intervention entre Paris et Londres, a secrètement aidé le « Frente popular » espagnol, mais il se méfie des communistes qui, depuis 1938, se sont imposés aux républicains par la force et recevaient armes et instructions de Moscou.

Les douaniers ne peuvent empêcher ce flot humain d'entrer pacifique-

ment ; moralement, la France ne peut le rejeter. L'arrivée massive des républicains inquiète, car le climat politique en France n'est pas serein. La droite, écartée du pouvoir depuis 1936, n'en représente pas moins le 40 % de l'opinion et veut prendre une revanche ; le risque d'extension de la guerre civile semble réel. Aujourd'hui, par déformation historique, les combattants républicains espagnols naturalisés français reçoivent une pension de l'État pour la guerre civile de 1936-1939. A l'époque, radicaux et socialistes français au pouvoir avaient une vision directe et réaliste de la situation.

La gendarmerie et l'armée françaises doivent d'abord désarmer et contrôler ces réfugiés, ensuite les loger et les nourrir. Les camps d'internement (tentes, baraques en bois et barbelés), sur des aérodromes, des plages, des terrains éloignés des villes, assurent des conditions comparables à celles de prisonniers de guerre : c'est néanmoins un tour de force logistique et policier. Les objectifs sont atteints sur le plan sécuritaire (paix intérieure), sur le plan humain (ni famine, ni épidémie chez les réfugiés). Après plusieurs mois, les républicains sont libérés et s'intègrent dans la population française. Lors de l'Occupation, beaucoup d'entre-eux, persécutés par les Allemands, vont combattre dans la Résistance ou les FFL. La proximité de culture a pleinement joué dans cette intégration réussie.

Au cours du second conflit mondial, la Suisse, stratégiquement encerclée par l'Axe, accueille près de 100 000 prisonniers de guerre. Il s'agit d'abord de soldats français lors de la débâcle de juin 40 puis, à partir de 1943, de déserteurs de l'armée italienne. La première tâche de l'armée fédérale est de désarmer ces réfugiés militaires, la deuxième de les entretenir. Parallèlement, près de 30 000 réfugiés civils sont accueillis chaque année. Dépendant du bon vouloir de l'Axe pour son ravitaillement extérieur et connaissant d'évidents problèmes d'autarcie, la Suisse a dû limiter l'accueil des réfugiés. Elle a pu gérer cet afflux en mobilisant économiquement les réfugiés sans pri-

ver de travail les citoyens-soldats mobilisés. Contrairement à la France de 1939, la Suisse n'a pas subi une entrée massive et brutale de réfugiés. Dans quelle mesure la mobilisation militaire a empêché un tel afflux ?

Réfugiés dans le monde arabe

Hors du continent européen, les guerres de l'après-décolonisation, la sécession indo-pakistanaise, les conflits du Proche Orient, du Sud-Est asiatique et ceux d'Afrique noire continuent d'alimenter la vague migratoire. Les réussites, en Europe, dans l'accueil massif de réfugiés



La victoire des nationalistes espagnols provoque l'arrivée en France d'environ 500 000 réfugiés républicains. Le général Franco à Burgos en 1938.

politiques reposent sur la proximité culturelle entre immigrants et pays d'accueil. Ce n'est pourtant pas une condition éternelle de succès.

Après la guerre des Six Jours en 1967, la totalité de la Palestine se trouve occupée par Israël. Des centaines de milliers de Palestiniens sont accueillis par leurs « frères arabes » de Jordanie et du Liban. Identité de langue, de religion, de race, fraternité d'armes contre Israël : tout rapproche les réfugiés palestiniens des pays d'accueil. Double échec pourtant.

En Jordanie, près d'un million de Palestiniens vivent de l'aide alimentaire et médicale de l'ONU, recevant une aide supérieure à celle du pays lui-même, ce qui attise la jalousie des Jordaniens. Pire, les « feddayins » palestiniens utilisent le sol jordanien pour mener des opérations contre Israël et constituent une véritable armée.

En 1970, le roi Hussein de Jordanie agit avant l'irréparable : c'est le « Septembre noir ». L'armée royale combat les Palestiniens qu'elle désarme (20 000 morts ?).

Le rapport démographique entre Palestiniens et Jordaniens est alors comparable, mais la bombe à retardement démographique travaille contre le royaume. La Jordanie perd progressivement sa souveraineté au profit de ses hôtes armés.

Plus tragique est le cas libanais. En 1975, le rapport démographique entre chrétiens et musulmans s'inverse en faveur de ces derniers. La présence de 400 000 Palestiniens en armes renforce ce déséquilibre. Les phalangistes chrétiens commencent une guerre de libération nationale mais, désespérément trop faibles (6000 combattants), ils font appel en 1976 à la Syrie qui joue un jeu annexionniste. La solution de cette guerre civile viendra de l'extérieur : l'opération israélienne « Paix en Galilée », en 1982, chasse l'OLP du Sud-Liban. En 1983, la Syrie chasse les Palestiniens du Nord-Liban et demeure sur place. La présence de réfugiés politiques, trop nombreux et formant une armée indépendante, a détruit le Liban.

Fiabilité politique des réfugiés

La fiabilité politique des réfugiés est un problème majeur. En 1990, le Koweït, qui a accueilli les Palestiniens en frères et leur a confié des postes dans l'administration et la police, constate leur ralliement à Saddam Hussein lors de l'invasion irakienne. Toujours au moment de la Guerre du Golfe, les populations arabes européennes ne bougent pas, même si des tracts et des inscriptions pro-irakiennes circulent. En France, dans une grande ville comme Marseille, les armureries voient les achats d'armes et de munitions augmenter dans

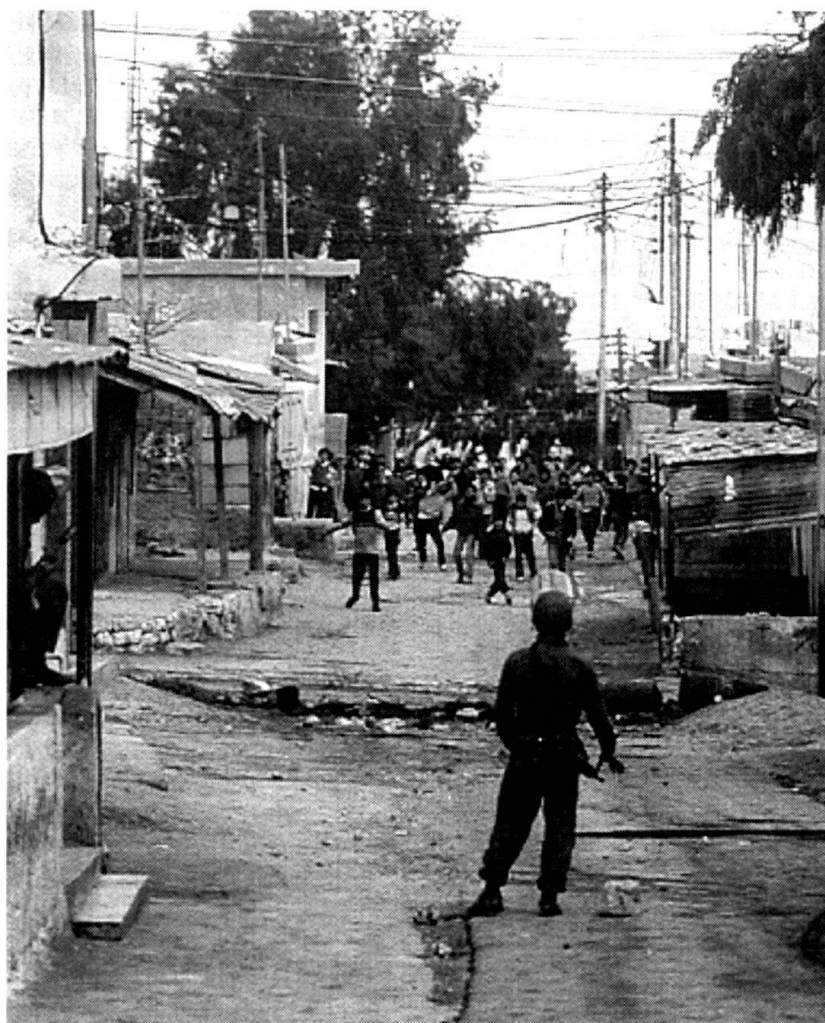
les deux communautés, mais un calme étrange règne... Des rumeurs (jamais vérifiées) courent. La défaite irakienne est accueillie avec tristesse et dignité par la communauté musulmane française ; dans certaines écoles, les élèves pleurent après l'annonce de la défaite de Saddam Hussein.

La France reçoit le choc en retour de la deuxième guerre d'Algérie, car elle accueille un million d'Algériens, sans compter ceux naturalisés qui maintiennent un contact sentimental et familial avec leur patrie d'origine. Ses ressortissants établis en Algérie, en particulier des religieux, ont été victimes d'assassinats à l'arme blanche. Le Quai d'Orsay conseille le rapatriement des citoyens français, mais le terrorisme franchit la Méditerranée. En 1995, des attentats sont commis en France (le plus spectaculaire dans le métro parisien) et un avion, pris en otage, est libéré par le GIGN sur le sol français. Le président de la République française a même été sommé de se convertir à l'islam par des terroristes de la mouvance du FIS (Front islamique de salut). Un plan national de surveillance « Vigie-Pirate » est mis sur pied, faisant intervenir l'armée, mais il ne peut être pleinement maintenu en 1996, faute de ressources.

La vague d'attentats a été étouffée, qui reprend fin 1996. La surveillance antiterroriste est partiellement réactivée.

La logistique du GIA, bras armé du FIS, s'appuie partiellement sur la France. Certaines associations de quartier, subventionnées par les municipalités, servent à cette logistique. L'arrestation de certains vendeurs de drogue révèle un trafic qui sert à l'achat d'armes ; le 75 % des perquisitions policières dans les milieux islamistes mettent à jour des caches d'armes et de munitions. La France craint une victoire des islamistes en Algérie, qui amènerait un exode massif des Algériens laïcs sur son territoire. Un soutien économique renforcé de la France à l'Algérie doit créer les conditions d'un mieux-vivre destiné à calmer les esprits et à enrayer l'islamisme. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre socialiste de l'Éducation Nationale et de la Défense, a déclaré que « la France du XXI^e siècle aura une composante islamo-méditerranéenne ». C'est déjà une réalité qui influence la politique extérieure française.

L'extension de la guerre civile est un problème latent que les réfugiés politiques portent avec eux, quand les frontières ou les enjeux sont proches du pays d'accueil. Depuis 1994, les conflits inter-ethniques entre Uthus et Tutsis plongent trois pays qui ne connaissent pas de problèmes alimentaires dans la confusion (Rwanda, Burundi et Zaïre). La logique des réfugiés amène l'extension de la guerre civile sur des bases ethniques et non pas nationales.



De jeunes Palestiniens lancent des pierres sur des soldats israéliens.

En attendant les « Boat peoples »

Une autre vague migratoire sans précédent dans l'histoire, dépassant de beaucoup ce que l'on a appelé les Grandes Invasions, est celle qui, depuis les années 60, déferle du tiers-monde vers les nations industrialisées d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, du Japon. Cette vague est celle des réfugiés économiques, bien qu'il soit difficile de faire la part entre l'é-

conomie et le politique pour ceux que l'on appelle depuis 1975 les « Boat peoples » (réfugiés en provenance du Vietnam communiste).

Ce dilemme se pose en Guyane française depuis 1982. Plus de 10 000 ressortissants du Surinam, fuyant la guerre civile, sont venus sur ce territoire français. L'armée, en particulier la Légion étrangère, assure leur ravitaillement, leur logement et leur santé, sans aucune contrepartie. Les réfugiés refusent même de

travailler à l'amélioration de leurs baraquements. Depuis la fin de la guerre civile en 1987, ils sont demeurés là. La violence née de l'oisiveté rend leur séjour pesant pour la sécurité intérieure. En règle générale, tout réfugié politique devient un réfugié économique, mais un assisté de longue durée résiste à toute intégration.

L'effondrement du « Rideau de fer », après la chute du monde communiste en Europe de l'Est, entre 1989 et 1991, a augmenté la vague migratoire à destination de l'Europe occidentale. Légalement ou illégalement, des dizaines de milliers de Slaves pénètrent dans cet El Dorado capitaliste qui leur a été si longtemps interdit par leurs propres dirigeants. Loin d'être un bienfait, cet afflux draine dans les pays orientaux de l'Union Européenne des organisations mafieuses et entraîne des réactions de rejet anti-slave en Allemagne de l'Est et en Autriche. En 1991, l'Italie a refoulé 10 000 Albanais qui avaient massivement débarqué.

En d'autres temps, cette opération de police aurait été dépeinte comme une bataille menée par des légions victorieuses ; un Marius, un Pompée ou un César y auraient gagné les lauriers du triomphateur. En 1997, la guerre civile en Albanie redonne toute son actualité au problème. L'Italie, qui se retrouve initialement seule pour gérer l'afflux de « Boat Peoples »,

n'hésite pas à faire retraverser l'Adriatique à certains Albanais jugés indésirables. En Occident, en tout cas, les rapports entre les peuples ont changé dans leurs modalités, mais pas dans leur nature.

Un autre flux inquiète l'Union Européenne, qui vient du Sud de la Méditerranée. Dans trente ans, la population du Maghreb, du Mashrek et du Proche-Orient aura doublé, pour atteindre celle de la population de l'Europe. Le 60 % de cette population sera encore constituée de moins de 20 ans. Or les ressources hydrographiques, agricoles ou industrielles de ces régions ne vont certainement pas doubler. Deux spectres se dressent : l'afflux de « Boat peoples » musulmans ou la guerre religieuse car, depuis 1979, l'Islam a repris son glaive.

Politique des USA et de l'UE

Parallèlement aux Etats-Unis qui essaient de fixer les immigrants mexicains par la création d'usines le long du Rio Grande et de développer un partenariat dans le cadre de l'ALENA, l'Union Européenne veut lancer une sorte de Plan Marshall pour le Sud-Méditerranéen. Il s'agit d'abord de développer dans un cadre libéral l'économie des pays musulmans, ensuite de stopper la vague d'immigration en donnant aux pays subventionnés la capacité de nourrir leurs populations. Le troisième ob-

jectif est de donner aux populations arabo-musulmanes une mentalité rationnelle à l'occidentale par le développement de la société de consommation : l'islamisme serait éradiqué. Ce calcul peut apparaître illusoire.

L'exemple américain, en effet, n'est pas probant. Le « Border patrol » le long de la frontière mexicaine évoque un « limes » moderne qui utilise les moyens les plus modernes (hélicoptères, thermovision, détecteurs électroniques).

Malgré ce dispositif, l'immigration clandestine continue, favorisée par l'importante communauté latino-américaine déjà sur place, qui absorbe, dissimule et favorise l'arrivée de nouveaux arrivants. Los Angeles a une population pour 40 % hispanique. De la Californie à la Floride, le bilinguisme anglais/espagnol est officialisé par de nombreux panneaux publicitaires, indicateurs, chaînes TV ou radio et par la pratique orale quotidienne. Le phénomène des « gangs », essentiellement noir ou latino-américain, menace la sécurité intérieure (20 000 tués annuellement par armes à feu). Lors des émeutes de Los Angeles en 1991, on a estimé à 100 000 les membres des gangs. Le « Melting pot » de type WASP (White Anglo-Saxon Protestant) ne fonctionne plus, d'où des mouvements de réaction comme

SOS («Save Our State») en Californie, où des lois inutiles contre la scolarisation des enfants de clandestins sont promulguées.

Si, en moins de trente ans, l'Union européenne parvient à développer des économies industrielles compétitives au Sud de la Méditerranée, elle aura créé de nouvelles Corée ou Philippines dont la main-d'œuvre qualifiée et bon marché viendra concurrencer la sienne. Le résultat sera l'appauvrissement des entreprises et des populations du Nord qui auront contribué fiscalement à ce « succès ».

Croire que l'on peut, en trente ans, changer une mentalité millénaire est utopique. La France a échoué en cent trente ans de colonisation de l'Algérie et, depuis trente ans, elle n'arrive pas à imposer sa culture et ses valeurs républicaines dans les banlieues où les immigrés sont souvent majoritaires. De jeunes islamistes français, comme ceux exécutés par la justice marocaine ou le terroriste Khaled Kalkal tué par le GIGN en 1995, sont nés en France et sont passés par l'école républicaine.

En cas d'échec, de fortes sommes auront été dépen-

sées en vain au détriment du développement interne de l'Europe. Au Sud, l'espoir étant trahi, le rejet du modèle occidental risque bien d'être exacerbé par un islamisme triomphant. Plus grave, l'Europe n'envisage pas l'insuccès de ce plan économique pour le Sud-Méditerranéen et, erreur de méthode, ne prévoit aucune alternative stratégique. Aux échecs comme en stratégie, il est honteux de dire « Je n'y avais pas pensé », mais ridicule de ne prévoir qu'un seul coup. Les conséquences, elles, sont toujours dramatiques pour le perdant.

P. R.

